

# rs payant généralisé : certation tendue entre édicins et gouvernement

ministre de la santé veut que les patients  
ncient plus les honoraires à partir de 2017

le papier, la mesure est  
duisante pour la gauche,  
omme du candidat Hol-  
moncée par Marisol Tou-  
septembre 2013, la généra-  
tiers-payant d'ici à 2017  
mettre à tous les Français  
lus avoir à payer chez le  
n. « *Elle contribuera à un  
accès aux soins, en particu-  
r les trop nombreux ména-  
r lesquels l'avance de frais  
remboursement constitue  
»* indique le ministre de la  
lors qu'est lancée, mar-  
rier, la concertation avec  
icats de médecins, la Sécurité  
et les complémentaires,  
semble miné, technique-  
mme politiquement.

esure prendra-t-elle le  
hemique le dossier médi-  
omel, annoncé en 2004 et  
tousjours pas généralisé ?  
e existe si une solution  
« *sécurisée* » – ce que pro-  
ministère – n'est pas trou-  
pour l'heure, il y a plus de  
n que de réponses : les  
se sont-ils payés par un  
anisme, comme le récla-  
par deux, la « Sécurité » et les  
mentaires – qui sont plus  
– ce qui pourrait viter au  
? Comment seront pris  
les risques financiers, si  
cin n'arrive pas à se faire  
arce que le patient n'étai-  
vert ? Comment sera récu-  
i franchise de 1 euro par  
ation ?

rogés en janvier par l'IFOP  
? *« Quotidien du médecin,*  
s praticiens considéraient  
gssat « *plutôt d'une man-  
ose* » et 60 % assurait ne  
: confiance à M<sup>me</sup> Touraine  
re qui, après le froid jeté  
ord sur la limitation des  
ments d'honoraires en  
mblat avoir satisfait les  
dans sa façon de s'atta-  
couteur à la lutte contre  
s médicaux.

emiers jours, tous les syn-  
nt exprime leurs doutes.  
président de MG-France,  
Leiber, grand défenseur  
s-payant, s'inquiète, ne  
rien venir « *de prêts* ». Il  
e que les généralistes,  
ement aux pharmaciens

Le ministère s'appuiera sur un  
rapport de l'Inspection générale  
des affaires sociales, qui a jugé la  
réforme « *techniquement possi-  
ble* » et « *justifiée sur le fond* ». Un  
rapport contesté, pour lequel le  
tiers-payant « *allégerait la prati-  
que des médecins qui n'auraient  
plus à apprécier l'état de disponibi-  
té financière de leurs patients* ». ■

Mais pour Etienne Cantard, le  
président de la Mutualité française,  
« *les oppositions cachent des moti-  
vations moins nobles que les problè-  
mes techniques avancés : le tiers-  
payant est un véritable révélateur  
des dépassements d'honoraires* ».

Le ministère s'appuiera sur un  
rapport de l'Inspection générale  
des affaires sociales, qui a jugé la  
réforme « *techniquement possi-  
ble* » et « *justifiée sur le fond* ». Un  
rapport contesté, pour lequel le  
tiers-payant « *allégerait la prati-  
que des médecins qui n'auraient  
plus à apprécier l'état de disponibi-  
té financière de leurs patients* ». ■

français Hollande devait se rendre, mardi 18 février, à la Grande  
mosquée de Paris pour rendre hommage aux musulmans morts  
dur la France entre 1914 et 1918, dans le cadre des commémora-  
ons de la première guerre mondiale. Le chef de l'Etat doit inau-  
urer un nouveau mémorial en souvenir de ces combattants, en  
honneur desquels la Grande mosquée fut construite entre 1922  
: 1926. Des plaques rendant hommage aux 100 000 musul-  
ans morts pour la France lors des deux conflits mondiaux  
raient été inaugurés le 11 novembre 2010, puis en mars 2012  
ar Nicolas Sarkozy. – (AFP)

anté Jacques Chirac hospitalisé pendant  
uelques heures pour une crise de goutte  
ancien président Jacques Chirac, âgé de 81 ans, a été brièvement  
ospitalisé lundi soir à l'hôpital américain de Neuilly-sur-Seine à  
suite d'une « *violente crise de goutte* », a indiqué son entou-  
a. Victime en 2005 d'un accident vasculaire cérébral, M. Chirac  
t sorti de l'hôpital après quelques heures de examen. Selon ses  
oches, « *il n'y a absolument aucune urgence vitale* ». – (AFP)

unicipales Le FN en tête à Hénin-Beaumont  
lon un sondage IFOP paru mardi 18 février pour *La Voix du*  
rd et Europe 1, la liste du FN conduite à Hénin-Beaumont (Pas-  
-Calais) par Steeve Briolis, arriverait en tête aux deux tours des  
ptions municipales. Les 72 et 20 mars. *Crédit photo de 11 % de*

# Le « dépit » des frontaliers français après la votation suisse sur l'immigration

Face aux peurs d'une partie des Suisses, les salariés défendent leur apport à l'économie locale

Le Locle (Suisse)  
Envoyé spécial

S téphanie est soulagée. Sala-  
riée depuis trois ans dans un  
atelier d'assemblage de mon-  
tres au Locle, dans le canton de Neu-  
châtel (Suisse), la jeune femme, qui  
a souhaité rester anonyme, sait  
maintenant qu'elle ne perdra pas  
son emploi. Elle avait craint à l'an-  
nonce, dimanche 9 février, du  
résultat de la votation sur l'immi-  
gration de masse. Son patron et la  
lecture de la presse l'ont rassurée. Il  
s'écoulera du temps, peut-être les  
trois ans du délai légal impartis,  
avant que la « *volonté du peuple* »  
ne soit transposée dans la réalité.  
Et elle ne devrait s'appliquer  
qu'aux futurs demandeurs.

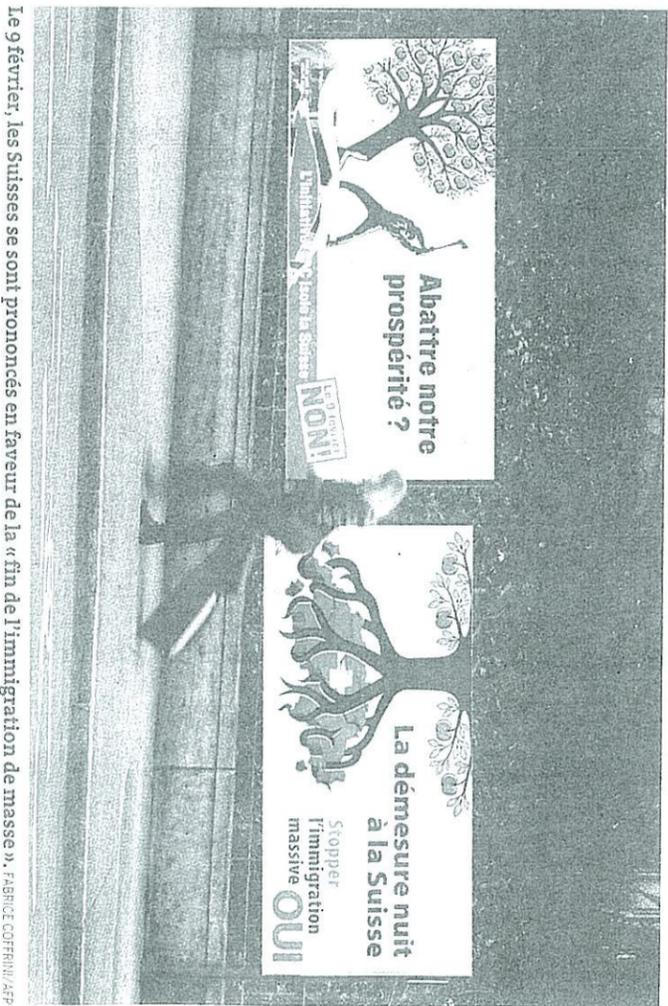
Jusqu'alors, elle n'avait jamais  
pensé être une « *immigrée* » aux  
yeux de qui conque. « *Les uns Francri-  
se et j'habite en France, insis-  
te-t-elle. Je me rends en Suisse le  
matin pour y travailler et le retour le  
soir à Morveau (Doubs). Mais, je  
dépeuse de l'argent sur place pour  
mon essence parfois pour un restau-  
ou des courses. C'est invraisemblable* ». Stéphanie a pris la victoire de  
l'initiative de l'Union démocrati-  
que du centre, comme « *une cla-  
que* ». « *Si on est ici, c'est parce que  
les patrons ont besoin de nous. Cer-  
tains sont même venus nous cher-  
cher. Il y a du boulot pour tous* ».

Au Groupement transfronta-  
lier européen (GTE) à Annemasse  
(Haute-Savoie), Jean-François Bes-  
son, secrétaire général de cette  
association qui défend les intérêts  
des travailleurs français en Suisse,  
a reçu quelques appels d'adhé-  
rents. « *C'étaient des manifesta-  
tions d'inquiétude mais sans affole-  
ment, raconte-t-il. Les gens voi-  
lent des prévisions. L'un d'eux  
m'a dit : "Ça fait vingt-cinq ans que  
je suis frontalier, ça fait mal..." Ce  
n'était pas de la colère, plutôt du*

« *Des habitants excédés* »  
Si chefs d'entreprises et syndica-  
listes, tout comme les élus, chan-  
tent les louanges des travailleurs  
frontaliers « *qui participent à la  
prosperité suisse* » – au point que le  
groupe Swatch a bâti une usine qui  
emploiera dit à 2020 près d'un  
millier de salariés supplémentai-  
res à 200 m de la France –, le ressen-  
timent est plus nuancé. « *Ces pen-  
sées aigües nous envahissent avec  
leurs autos aux heures de pointe* »,  
s'emporte un paysan, « *fatigué* » de

ne plus pouvoir traverser la route  
devant sa ferme.  
Quatre communes avaient pris,  
en novembre 2013, un arrêté pour  
interdire ce transit matin et soir.  
Des recours en annulation devant  
le Conseil d'Etat ont bloqué la  
démarche. Mais le maire de La  
Chaux-de-Fonds, Pierre-André  
Monnard, est bien résolu à faire  
entendre le texte en vigueur. « *Les habi-  
tants sont excédés*, renchérit  
Miguel Perez, conseiller communal  
au Locle, *je ne voudrais pas que des  
réactions plus terribles arrivent* ».

Soucieux ne pas jeter d'huile sur  
le feu, Alain Marguet, président de  
l'amicale des frontaliers, prône  
l'apaisement. « *Sans frontaliers, des  
manufactures prestigieuses com-  
me Rolex ou Blancpain ne tourne-  
raient plus. Ce qui va sauver les sala-  
riés français, c'est leur qualifica-  
tion* », prédit-il. Il comprend toute-



Le 9 février, les Suisses se sont prononcés en faveur de la « fin de l'immigration de masse ». FABRICE COFFRINI/AFP

fois les Suisses. « *Autrefois, le fronta-  
lier venait de l'autre côté du massif,  
tout le monde partageait la même  
culture, c'était une famille. La nou-  
velle génération arrive de la France  
entière. Elle n'a pas d'attaches ici,  
s'intègre parfois mal. La Suisse est  
un pays de 8 millions d'habitants  
qui accueille 1,7 million d'étrangers.  
Il ne faut pas la brusquer* ».

Mais au fond, personne ne croit  
vraiment à un retour au dispositif  
d'avant 2002 et à la libre circulation.  
Cela signifierait le retour des com-  
missions tripartites étudiant les  
dossiers des candidats à l'emploi  
au cas par cas, l'obligation de rési-  
dence depuis six mois dans une  
bande de 10 km en France pour pré-  
tendre au statut, etc. « *C'est à l'Euro-  
pe de faire preuve de fermeté pour  
sortir de la situation* », juge M. Char-  
rat. ■

JEAN-PIERRE TENoux

**OSP - CESSATIONS DE GARANTIE**

**COMMUNIQUE - 103195**  
En application de l'article R.211-33 du livre II du code du tourisme.  
L'ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DE SOLIDARITE DU TOURISME (A.P.S.T.) dont le siège est situé : 15, avenue Carnot - 75017 PARIS, annonce qu'elle cesse d'accorder sa garantie à :  
**BREAKSPERIENCE IMMATRICULATION : IM 092 10 0007**  
EUROL au capital de 29 600 €  
Siège social : 60, Avenue Purvis de Chavannes  
**92400 COURBEVOIE**  
L'association précise que la cessation de sa garantie prend effet 3 jours suivant la publication de cet avis et qu'un délai de 3 mois est ouvert aux clients pour produire les créances.

**COMMUNIQUE - 103208**  
En application de l'article R.211-33 du livre II du code du tourisme.  
L'ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DE SOLIDARITE DU TOURISME (A.P.S.T.) dont le siège est situé : 15, avenue Carnot - 75017 PARIS, annonce qu'elle cesse d'accorder sa garantie à :  
**MOTIV-EVENTS MEETINGS IMMATRICULATION : IM 031 10 0059**  
C A D T ...

**COMMUNIQUE - 103199**  
En application de l'article R.211-33 du livre II du code du tourisme.  
L'ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DE SOLIDARITE DU TOURISME (A.P.S.T.) dont le siège est situé : 15, avenue Carnot - 75017 PARIS, annonce qu'elle cesse d'accorder sa garantie à :  
**BREAKSPERIENCE IMMATRICULATION : IM 014 10 0007**  
SARL au capital de 9 000 €  
Siège social : 32/34, rue Guillaume Le Conquérant  
**14000 CAEN**  
L'association précise que la cessation de sa garantie prend effet 3 jours suivant la publication de cet avis et qu'un délai de 3 mois est ouvert aux clients pour produire les créances.

**COMMUNIQUE - 103209**  
En application de l'article R.211-33 du livre II du code du tourisme.  
L'ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DE SOLIDARITE DU TOURISME (A.P.S.T.) dont le siège est situé : 15, avenue Carnot - 75017 PARIS, annonce qu'elle cesse d'accorder sa garantie à :  
**INTERILES VOYAGES IMMATRICULATION : IM 075 10 0024**  
C A D T ...

**COMMUNIQUE - 103200**  
En application de l'article R.211-33 du livre II du code du tourisme.  
L'ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DE SOLIDARITE DU TOURISME (A.P.S.T.) dont le siège est situé : 15, avenue Carnot - 75017 PARIS, annonce qu'elle cesse d'accorder sa garantie à :  
**AUTRE MER VOYAGES IMMATRICULATION : IM 013 10 0055**  
SARL au capital de 7 622,45 €  
Siège social : 2, rue Cornelle  
**13001 MARSEILLE**  
L'association précise que la cessation de sa garantie prend effet 3 jours suivant la publication de cet avis et qu'un délai de 3 mois est ouvert aux clients pour produire les créances.

**COMMUNIQUE - 103211**  
En application de l'article R.211-33 du livre II du code du tourisme.  
L'ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DE SOLIDARITE DU TOURISME (A.P.S.T.) dont le siège est situé : 15, avenue Carnot - 75017 PARIS, annonce qu'elle cesse d'accorder sa garantie à :  
**YIRAGE IMMATRICULATION : IM 075 12 0257**  
C A D T ...

**COMMUNIQUE - 103206**  
En application de l'article R.211-33 du livre II du code du tourisme.  
L'ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DE SOLIDARITE DU TOURISME (A.P.S.T.) dont le siège est situé : 15, avenue Carnot - 75017 PARIS, annonce qu'elle cesse d'accorder sa garantie à :  
**MOTIV-EVENTS IMMATRICULATION : IM 031 10 0007**  
SARL au capital de 7 500 €  
Siège social : 47 rue de la Colombe  
**31000 TOULOUSE**  
L'association précise que la cessation de sa garantie prend effet 3 jours suivant la publication de cet avis et qu'un délai de 3 mois est ouvert aux clients pour produire les créances.

**COMMUNIQUE - 103212**  
En application de l'article R.211-33 du livre II du code du tourisme.  
L'ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DE SOLIDARITE DU TOURISME (A.P.S.T.) dont le siège est situé : 15, avenue Carnot - 75017 PARIS, annonce qu'elle cesse d'accorder sa garantie à :  
**EOLINE SELECT VOYAGES IMMATRICULATION : IM 094 12 0018**  
C A D T ...